

**David GARIBAY**

**Doctorat en Science Politique  
Institut d'Études Politiques de Paris**

**DES ARMES AUX URNES - PROCESSUS DE PAIX ET RÉINSERTION  
POLITIQUE DES ANCIENNES GUÉRILLAS EN COLOMBIE ET AU SALVADOR**

**Directeur de Thèse : Guy Hermet, Directeur de recherche émérite, FNSP/CERI**

**Composition du Jury :**

**Graciela Ducatenzeiler, Professeur de science politique, Université de Montréal**

**Olivier Dabène, Professeur de science politique, IEP d'Aix-en-Provence**

**Jean-Michel Blanquer, Professeur de droit public, Université Paris III – IHEAL**

**Daniel Pécaut, Directeur d'études en sociologie, EHESS**

**Date de Soutenance : 3 décembre 2003**

**Mention : Très honorable, avec les félicitations du jury, à l'unanimité**

**RÉSUMÉ DE LA THÈSE**

La Colombie et le Salvador ont connu pendant la décennie 1980 des conflits internes où des guérillas révolutionnaires ont tenté de parvenir au pouvoir par les armes. L'échec initial de l'insurrection a conduit à un conflit armé prolongé, au cours duquel aucune des deux parties n'a réussi à s'imposer sur l'autre. Dès l'origine, les modalités de ces affrontements ont été à la fois politiques et militaires. Ainsi les gouvernements ont combiné des stratégies institutionnelles (réformes politiques et sociales, propositions de dialogues, élections) et militaires (restructuration et renforcement de l'armée) pour répondre au défi posé par les guérillas. Cet enchevêtrement des deux dimensions a imprégné les conflits et déterminé de ce fait les modalités d'une possible résolution concertée.

Malgré leurs différences d'amplitude, ces deux conflits se révèlent comparables - en particulier au regard d'autres expériences latino-américaines - par l'intensité de l'affrontement et surtout par la succession de tentatives de solution. Dans les deux cas, en effet, des solutions réformistes, puis des formules de légitimation institutionnelle des régimes ignorant l'imbrication entre solution militaire et réponse politique ont ainsi échoué l'une après l'autre à apporter une solution négociée au conflit.

Parvenir à la paix n'a été possible que par l'enchevêtrement de ces deux dimensions, au travers d'accords qui ont prévu en même temps la démobilisation des guérillas, et plus largement des sociétés, et des réformes politiques dans le sens d'une pratique démocratique et pluraliste. Ces processus apparaissent en cela très différents des transitions démocratiques qui se sont déroulées dans le reste de l'Amérique latine dans la décennie 1980. Révélant les logiques enchevêtrées de la démocratisation et de la démilitarisation, ils reflètent l'existence de modalités spécifiques de transitions vers la démocratie, qualifiées par certains auteurs comme des « transitions insurgées », qui, contrairement à d'autres cas se déroulent dans des contextes de mobilisation sociale importante et de conflit armé interne de forte intensité.

Les analyses théoriques respectives de la démocratisation et de la démilitarisation se sont longtemps ignorées mutuellement, en particulier dans les cas latino-américains, à la fois pour des raisons liées aux contextes historiques et aux approches théoriques privilégiées. Il est vrai que les transitions à la démocratie en Amérique latine dans les années 1980 se sont déroulées dans des contextes généralement pacifiés, avec une mobilisation sociale faible. De ce fait, les analyses théoriques sur ces processus ont généralement dénié toute importance

d'une part à la présence de la violence politique, et à la signification de son renoncement, et d'autre part à la mobilisation politique et sociale, et ont privilégié l'étude stratégique des relations entre dirigeants modérés sur une courte période. Par ailleurs, les études sur la fin des conflits armés internes ont pour leur part privilégié les aspects de résolution des conflits et de négociation, davantage que les volets institutionnels de ces problématiques. Dans les deux cas, les réflexions se sont centrées sur le moment de la transition ou de la négociation, sans chercher réellement à comprendre ces moments dans les trajectoires historiques des sociétés dans lesquelles elles se déroulent.

En s'inspirant de réflexions sur les démocratisations qui reconnaissent l'importance des trajectoires historiques et de la mobilisation sociale et de celles sur les démilitarisations qui insistent sur l'aspect politique et institutionnel, la thèse cherche à explorer les intrications entre démilitarisation et démocratisation, et à montrer leur enchevêtrement dans des cas où les accords de paix ou de démobilisation ont posé ce lien de manière explicite (Salvador) ou implicite (Colombie). Pour cela, l'analyse ne se limite pas au strict moment de la négociation. Elle montre les liens dynamiques entre les deux aspects sur une période de temps longue, d'abord pendant la période du conflit armé interne, ensuite pendant celui de la négociation, enfin pendant la période de la paix, afin de comprendre comment ces relations interfèrent sur les sociétés politiques dans lesquelles elles se déroulent.

La réflexion sur les contributions des guérillas à réformer le cadre institutionnel dans lequel elles vont participer, sur leurs transformations en partis politiques, et sur leurs évolutions dans les nouvelles institutions, s'inscrit dès lors dans une perspective ouverte à saisir les influences des différentes temporalités, celle de la lutte armée sur celle de sa résolution, puis celles des deux précédentes sur la période de l'après-guerre. Ainsi les anciennes guérillas sont confrontées à la difficulté de gérer simultanément différentes temporalités, et leur capacité à s'imposer dans le paysage politique surgi de la résolution du conflit armé interne est liée en grande partie à leur capacité ou non à déconnecter leurs actions et leurs discours du contexte particulier de leur démilitarisation et de leur transformation en parti. Afin de comprendre les effets de ces différentes temporalités, plusieurs dimensions ont ainsi été explorées (la question de la réinsertion vue depuis les anciennes guérillas, la question des relations des partis politiques issus des anciennes guérillas avec d'autres mouvements sociaux, ou pour le cas colombien avec les guérillas en activité). Centrer l'analyse sur cet aspect permet dès lors d'élucider combien dans le cas salvadorien une « transition insurgente » a conduit à une scène politique pacifiée qui reflète aujourd'hui, par les urnes, la polarisation des années de guerre, sans que cela ne représente un danger de retour en arrière autoritaire, alors que dans le cas colombien cette réussite n'a été que partielle sur le plan militaire et éphémère sur le plan politique.

Hors de tout cessez-le-feu préalable, ces processus de négociation se réalisent entre des acteurs politiques radicaux avec, d'un côté, les dirigeants des guérillas dont l'influence sociale et territoriale a été considérable, et de l'autre, les représentants de partis de droite parvenus au pouvoir par les urnes. La reconnaissance explicite de l'abandon du recours à la violence armée par les deux parties conduit à des réformes politiques et institutionnelles d'envergure, en particulier en matière électorale, judiciaire (de protection des Droits de l'homme), et pour le cas salvadorien, de réduction de la taille et du rôle de l'armée. Les accords signés supposent la transformation des anciennes guérillas en partis politiques. Ils aboutissent à des scènes politiques qui voient l'affrontement pacifique, par les urnes, des options idéologiques qui s'étaient auparavant affrontées par les armes. Dans les deux cas, et contrairement au Guatemala, voire au Nicaragua, les partis politiques issus des anciennes guérillas obtiennent des résultats électoraux significatifs, parvenant rapidement à des postes de responsabilité dans un cas, ne cessant de progresser régulièrement dans l'autre.

La formulation explicite du lien entre la démilitarisation et la démocratisation dans les Accords de paix signés au Salvador en janvier 1992 permet la fin effective du conflit armé et la transformation du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN) en un parti politique. Malgré un résultat en demi-teinte lors des premières élections auxquels il participe en mars 1994, le FMLN a depuis lors consolidé son importance, en s'imposant dans un grand nombre de municipalités, dont la capitale, et en faisant désormais jeu égal avec son principal adversaire de droite. Il dispose même depuis les élections législatives de mars 2000 du groupe parlementaire le plus important, et est devenu en mars 2003 le parti ayant obtenu le plus de voix. Tout en renforçant son assise électorale, le FMLN est confronté à d'importantes tensions internes et à des contestations de mouvements sociaux plus radicaux sur certains domaines, à l'image des syndicats ou d'organisations féministes. De ce fait, la scène politique salvadorienne reflète désormais la polarisation qui a été autrefois au centre du conflit armé, sans que cela ne représente pour autant un danger de remise en cause du processus de paix.

En Colombie, la conjonction entre démocratisation et démobilisation n'a été, par contre, que temporaire et partielle. Les mobilisations pour une réforme institutionnelle dans le sens d'une pratique démocratique plus approfondie et les négociations entre le gouvernement et certains groupes de guérillas, en particulier le *Movimiento 19 de Abril* (M-19), ont initialement constitué des processus parallèles. Pourtant la démobilisation de ce groupe en mars 1990, sa transformation en parti politique et l'effet d'entraînement que cela a entraîné auprès d'autres groupes de guérillas, a contribué de manière substantielle à la réussite de l'Assemblée Nationale Constituante de 1990-1991, au sein de laquelle l'ancienne guérilla a obtenu par l'élection plus du quart des sièges. Mais le processus de démilitarisation est demeuré partiel : les principaux groupes de guérilla (FARC et ELN) ne participent pas à cette évolution, et l'armée n'est concernée en aucune manière. Le caractère partiel du processus affecte postérieurement son volet politique, puisque le parti politique issu des anciennes guérillas va s'avérer incapable de se dissocier du contexte qui l'a vu naître et disparaître à l'occasion des élections de 1994. Ce double échec a contribué à l'essoufflement des solutions politiques menées depuis lors par les gouvernements successifs, dans des négociations avec les groupes de guérilla restés en activité, dont les effectifs ont considérablement augmenté, et dont les référents sont désormais davantage liés à un conflit armé interne. Ce dernier a été rendu beaucoup plus complexe par la diversification des acteurs armés (paramilitaires, trafiquants de drogue), la diversité de leurs relations et le délitement d'une relation exclusive au pouvoir politique central.